"SOCIALISME OU BARBARIE"

POUVOIR OUVRIER

Janvier 1959 - Nº 2

Prix: 20 Fr

SOMMAIRE

Doit-on se sacrifier pour la grandeur de la France?

L'opération vérité.

Une "opération de grand style" La Situation algérienne.

LA PAROLE AUX TRAVAILL DURS.

REACTIONS DES LECTEURS

DOIT-ON SE SACRIFIER

POUR LA GRANDEUR DE LA FRANCE ?

Tous les gouvernements qui se sont succédés depuis la libération et tous les partis ont adopté comme programme la grandeur, la puissance et l'indépendance de la France. Ils ont échoué. De Gaulle va peut-etre réussir si les ouvriers le laissent faire.

La polémique entre les partis aujourd'hui se réduit à quoi? A se chamailler pour savoir si les méthodes de De Gaulle sont bonnes ou mauvaises pour réaliser cette grandeur française.

Pour nous, nous pensons que la méthode de De gaulle est bonne. De Gaulle veut la grandeur de son pays, c'est-à-dire l'enrichissement du gros capital, la puissance de l'industrie française, la puissance de l'armée française, un grand pays de Dunkerque à Tamanrasset, un pays indépendant qui aura bientôt sa bombe atomique et peut-être son spoutnik.

Pour parvenir au rang de grande puissance, il faut qu'un petit pays se sacrifie, c'est-à-dire avant tout sacrifie sa classe ouvrière.

En effet, pour concurrencer les autres pays, ne faut-il pas diminuer les prix de revient de la production? Et pour diminuer ces prix de revient ne faut-il pas diminuer le pouvoir d'achat des travailleurs et augmenter la productivité? La France ne sera pas un grand pays industriel si elle met les bénéfices dans les oeuvres sociales ou augmente le niveau de vie des travailleurs. Dire qu'il faut à la fois être un grand pays industrialisé d'une part, et proner l'augmentation des salaires de l'autre est une contradiction. Dans le cadre de la concurrence capitaliste il n'y a pas d'autres solutions que celles que préconise De Gaulle.

Ainsi on fait produire tous les travailleurs du monde entier pour que leur pays soit le plus fort. On augmente leur productivité, en diminue leur pouvoir d'achat, cela se passe surtout dans les pays sous-developpés, de Belgrade à Pékin et pourquoi trouverait-on anormal que cela se passe à Paris ?

Pour être un pays respecté, ne faut-il pas avoir une armée forte et une bombe atomique? Tous ceux qui veulent à la fois que la France soit un grand pays et réduire le service militaire sont des démagogues, des menteurs ou des fous.

Pour être un pays indépendant, il faut moins consommer à l'intérieur et vendre plus à l'extérieur. C'est la politique de De Gaulle, qui réduit la consommation des travailleurs et dévalue le franc. Comment peut-on wulcique la France, c'est-à-dire le capitalisme français soit indépendant, et proner le contraire de ces solutions?

Avons-nous, travailleurs, à nous sacrifier pour l'indépendance et la grandeur de la France ?

Non. Car la grandour de la France, c'est quoi? C'est la grandeur de l'industrie, des patrons, des industriels et des banquiers, ce n'est pas la nôtre. C'est la force d'une armée qui a pour but de défendre la propriété de ces capitalistes et de combattre d'autres ouvriers comme nous. C'est la puissance d'une armée qui colonise, pille, tue des ouvriers et des paysans africains. L'indépendance de la France, c'est l'indépendance de Monsieur de Gaulle par rapport à Monsieur Dulles, ce n'est pas l'indépendance de l'ouvrier par rapport à son patron. Nous n'avons rien à faire de l'indépendance ou de la dépendance des capitalistes entre eux. C'est tout cela la grandeur d'un pays et c'est contre quoi on doit lutter.

Tant que les usines n'appartiendront pas aux ouvriers, nous ne pourrons pas non : seulement jouir des fruits de notre travail, mais la concurrence entre les pays entraînera toujours une aggravation de notre niveau de vie. Dans 50 ans on viendra encore nous demander de faire des sacrifices pour que l'industrie française puisse concurrencer l'industrie allemande ou anglaise tandis qu'on demandera la même chose aux ouvriers allemands et anglais pour concurrencer l'industrie française.

C'est au nom de cette concurrence que l'on saigne la classe ouvrière française et cette concurrence, ce n'est pas les capitalistes ou les hommes d'Etat avec leurs plans ou marché commun qui l'aboliront. Il n'y aura plus de concurrence seulement si les travailleurs prennent en main leurs usines et que si les travailleurs de tous les pays s'entendent entre eux. Quand les ouvriers gèreront eux-même leurs usines ce ne sera pas pour faire des bénéfices ou pour fabriquer des bombes atomiques ou des spoutniks, mais uniquement pour produire pour la satisfaction des besoins des populations. La gestion des usines par les ouvriers, le pouvoir aux ouvriers est le seul objectif valable qui pourra solutionner le problème de la concurrence des marchandises et des armes entre les pays. Tout le reste n'est que démagogie et mensonge.

Comment réaliser un tel objectif ?

En faisant des pétitions ? En allant protester au parlement ? En envoyant des lettres à De Haulle ? C'est ce qu nous proposent les partis des gauche. Le régime bourgeois français veut relever son économie, il est prêt à tout pour cela et ce ne sont pas les larmoyades de la gauche qui l'empêcheront de réaliser ses objectifs. Seulement des grèves, des manifestations sérieuses pourront arriver à bout du régime et c'est cela qu'il faut faire comprendre à nos camarades de travail. Ce sont pour de tels objectifs et de telles méthodes qu'il faudra s'organiser et faire de la propagande. Lecteur, nous te demandons de le faire avec nous.

L'OPERATION VERITE

Il paraît que les prix étaient mensongers, que tout, ou presque coutait trop bon marché et que d'ailleurs ces produits ou ces services étaient vendus à perte, qu'ils revenaient plus chers qu'on ne les faisaient payer, enfin que tout cela n'était possible que grâce aux cadeaux - les subventions - que faisaient le gouvernement. Saisis d'une vertueuse indignation, Pinay et son Grand Patron jurent que désormais les prix seront des "justes prix", qu'ils correspondront étroitement au cout de revient des marchandises produites et des services rendus et que le franc lui-même aura sa vraie valeur. La vérité, la vérité partout, volà le cri de guerre. Les transports des vacances, le chocolat et les confitures des enfants, les semoules, les pâtes, l'huile le thé, le lait des bébés, le pain du pauvre, le gaz de la ménagère, l'électricité, le charbon de l'hiver ou de la cuisinière, le tabac, le pétrole et jusqu'au timbre, eh bien, tout cela, voyez-vous, c'était beaucoup trop bon marché. Lo vin aussi, il avait bien augmenté en passant en un an du simple au double, mais ce n'était pas encore assez. Maintemant on va voir ce qu'on va voir et lorsqu'on payera - quand on pourra se "payer" ce luxe - on aura la satisfaction de payer un "juste prix".

Sculement voilà, ce grand et subit amour de la vérité partout s'évanouit tout à coup lorsqu'il s'agit d'une marchandise qui est justement la plus importante de toutes les marchandises, celle sans laquelle toutes les autres n'existeraient même pas, lorsqu'il s'agit du travail – ou comme on dit, plus exactement, de la force de travail – lorsqu'il s'agit des bras que l'on loue à l'employemr. Alors là, plus question de vérité ni de "juste prix", on ne sait même plus ce que c'est que le juste prix. Est-ce uniquement le prix d'un morceau de pain et d'un toit pour tout simplement pouvoir recommencer le lendemain le travail de la veille ou est-ce le prix d'une vie décente, avec des loisirs, des enfants bien élevés et en bonne santé ? "On" ne sait pas et "on" ne veut pas le savoir.

Pourtant ceux qui travaillent, ceux qui produisent, fabriquent bien quelque chose et ce quelque chose a un prix, une valeur. Si c'est une voiture que l'ouvrier produit et qui vaut 600.000 francs, et si on lui donne 1.000 ou 2.000 francs pour cela, est-ce que l'on paye son effort à son "juste prix"? Est-ce qu'en général et depuis toujours malheureusement, cet effort n'a pas été payé au dessous de son prix?

C'est une question que Monsieur Pinay et Son Général ne se sont jamais posée et ne se poseront jamais.... tout au moins si les ouvriers ne la leur posent pas eux-mêmes avec une bonne grève.

Certes une voiture, cela ne se fabrique pas œulement avec du travail d'ouvrier ou de dessinateur industriel. Ca "nécessite" aussi, si on peut dire, une ribambelle de directeurs, de chefs d'ateliers, de chefs des services du personnel, de chefs de bureau et autres cheffaillons de moindre envergure. Et cela coute cher, car ces gens qui ne servent à rien d'autre qu'à surveiller et à brimer ceux qui travaillent eux aussi ne sont pas payés à leur "juste prix", ils sont payés deux fois, quatre fois, dix fois plus qu'un travailleur. Moins on on fait, plus on est inutile, mieux on est payé. Et tous ces salaires injustifiés rentrent dans le "juste prix" de la voiture.

Mais on peut trouver des exemples bien meilleurs à fournir aux méditations de Monsieur Pinay. Est-ce que 52.000 francs par mois en début de carrière c'est un juste prix pour un travail de huit heures? Bien des ouvriers et bien des ménagères diront que non, qu'il faudrait plus, mais qu'ils seraient déjà heureux de les avoir. Mais si c'est 52.000 francs avec indemnités de déplacement, de vêtements de travail, LOGEMENT GRATUIT, prestations familials, service médical gratuit pour l'intéressé et sa famille, retraite au bout de 15 années de travail, et si enfin les seules conditions exigées sont une instruction du niveau du Certificat d'Etudes Primaires, alors notre ouvrier et sa femme trouveront que cela commence à être pas mal.

S'ils veulent savoir où s'adresser, nous leur communiquons bien volontiers l'adresse : Gendarmerie Nationale.

Le voilà bien, le "juste prix" du labeur. Mais 600.000 fonctionnaires, même avec les 4 %, gagnent moins de 55.000 francs et pour eux
un certificat d'études "vaut" 30.799 francs, un Brevet élémentaire
33.000 francs, un baccalauréat première partie plus un concours
46.200 francs, enfin pour battre le gendarme d'une courte tête - sans
logement gratuit, évidemment - il faut une licence qui "vaut" 58.29%r
C'est beau, c'est grand, c'est généreux l'Etat fort.

UNE "OPERATION DE GRAND STYLE"

C'est ainsi que Le Monde a qualifié les mesures économiques annoncées par De Gaulle et Pinay la veille du Nouvel AN. It c'est en effet la plus grande opération dirigée contre les salariés et les classes moyennes faite en France depuis des dizaines d'années. A plusieurs reprises déjà, le patronat avait volé aux travailleurs une part nouvelle du produit de leur travail pour financer ses gaerres et ses investissements. Mais c'est la première fois qu'on prend un ensemble systématique de mesures visant ouvertement à réduire le niveau de vie de la population, qu'on les annonce avec des roulements de tambour, que les journaux et la radio du gouvernement expliquent interminablement qu'il faudra consentir des sacrifices importants. C'est aussi la première fois que le patronat s'attaque aux classes moyennes et veut les faire payer. C'est qu'il n'a plus aucune raison de se gêner, car maintenant il a le pouvoir illimité. Avoc la nouvelle Constitution, une Chambre des Députés maison, De Gaulle Président de la République avec des pouvoirs comme le gouvernement n'en a pas eu en France depuis 1970, la population se trouve bien ligotée, les réactions des gens ne comptent plus. L'escroquerie du "salut de la France'a bien réussi, le patronat peut désormais montrer qu'il est le maître et que c'est pour son compte que tout le monde travaille. Les objectifs de la politique économique De Gaulle-Pinay:

Après quinze ans de pagaïe, le patronat est obligé de mettre de l'ordre dans sa maison. Il se trouve devant deux impératifs: il doit trouver de nouvelles ressources pour équilibrer ses comptes; il doit s'armer pour affronter la concurrence internationale.

"La France vit au dessus de ses moyens"dit Pinay, et c'est vrai si l'on ontend par France, comme il se doit, le capitalisme français. Malgré l'exploitation croissante des travailleurs, le capitalisme français n'arrive pas à financer normalement toutes les dépenses qu'il engage. Il investit chaque année davantage en nouvelles usines, nouvelles machinesetc. Lè gouvernement qui avait dépà en 58 un déficit de 600 milliards, augmente encore ses dépenses en 59 de 670 milliards, dont une bonne partie pour la guerre d'Algérie et pour le "plan de Constantine" de De Gaulle, qui est la carotte qu'on promène devant le nez des algériens pour les attacher à la France.

Cette situation a améné jusqu'ici deux résultats: d'abord l'inflation ct la hausse des prix qui a réduit le pouvoir d'achat des salariés et augmenté les profits des capitalistes, permettant ainsi à ceux-ci de financer leurs investissements. Insuite le déficit extérieur: en 57 et 58 la France a importé 700 milliards de marchandises de plus qu'elle n'a exporté. Mais désormais il n'y a plus de devises pour payer ce déficit.

D'autre part, le capitalisme français doit pouvoir faire face à la concurrence extérieure. Il doit ouvrir ses frontières qu'il maintenait jusqu'ici fermées, à l'importation de produits étrangers. Il y est contraint à la fois par le Marché Commun, et par les représablles dont le menacent les autres pays qui importent des produits français. Il doit pouvoir payer ses importations en exportant davantage. Mais actuellement les produits français ont des prix trop élevés pour être vendus à l'étranger en quantité suffisante. Leurs prix sont trop élevés, malgré l'augmentation extraordinaire du rendement ouvrier, parceque les profits capitalistes sont trop élevés, parce qu'enfin il y a trop de petits exploitants paysans, industriels ou commerçants qui font des bénéfices confortables avec un rendement réel trop faible.

Pour faire face à la concurrence internationale, le patronat français n'a qu'un moyen s'il veut éviter de réduire ses profits: diminuer ses couts de production. Pour cela il doit augmenter ses investissements, pousset la modernisation et l'extension des entreprises, et diminuer des salaires réels. En même temps maintenant qu'il n'a plus besoin de l'appui politique des couches moyennes, il peut réduire leurs revenus.

Les objectifs du patronat sont donc:

a) de changer la répartition du produit national: la part des salaires et des revenus des "petits" doit diminuer, celle des capitalistes augmenter.

b) de changer l'utilisation du produît national: moins de consommation, beaucoup plus d'investissements; moins de production pour le marché intérieur

plus de production pour l'exportation.

c) de changer l'importance relative des différentes couches de capitalistes: les petites et moyennes entreprises vont être en difficulté en leur nombre va diminuer, les affaires des grosses entreprises vont être multipliées. La politique de Gaulle-Pinay donne au patronat les moyens de réaliser ces objectifs. Elle consiste à prélever plus de 1/000 millimmeds de grancs en valeur réelle sur la masse des salaires et quelques centaines de milliards sur les revenus d'autres catégories petites et moyennes de la population. et de les donner pour une partie (900 milliards) à l'atat et pour le restaux capitalistes sous formes de profits accrus.

Quels sont les moyens utilisés:-le hudget de 59 augmente les impôts de 670 milliææds et diminue les subventions de 255 milliææds. Au total on pré

lève donc par ce moyen 925 milliards.

- la dévaluation: celle ci en rendant les produits français moins chers pour l'étranger entraînera une hausse des exportations; en rendant les produits étrangers plus chers pour l'acheteur français, elle entraînera une réduction des importations. Elle produira d'autre part une hausse des prix en France (matières premières étrangères incorporées de les produits devemant plus chères) qui amènera une diminution du pouvoir d'achat réel des consommateurs.

-le blocage des salaires. Le gouvernement veut empêcher toute hausse des salaires et viole des dispositions contractuelles qui de plusieurs cas liaient les salaires au SMIG ou au cout de la vie.Les catégories auxquelles il octroie une hausse dérisoire (salariés touchant le SMIG et fonctionnaires) ne représentent que 10 ou 12% du total des salariés.

- la libération des importations. Celle ci devrait empêther les prix français de trop monter et d'annuler ainsi l'effet de la dévaluation. La foncurrence accrue qui va en résulter gênera, fera disparaître ou fusionner quantité de patites et moyennes entreprises. Les grosses, mieux armées pour y résister, p pourront en mêma temps se rattraper en augmentant leurs ventes à l'étranger. Qui ya payer?

Les grandes sociétés et les gros capitalistes privés ne vont rien payer, on leur fait même des cadeaux considérables. On augmente l'impôt sur les profits des sociétés (+ 80 milliards) mais on supprime l'impôt sur les réserves et les bénéfices exceptionnels (110 milliards en 58). Sacrifices à consentir pour la grandeur de la France = 30 milliards dans les poches des grandes sociétés. Mais ce n'est encore rien: en permettant aux sociétés de "réévaluer leur bilan" le nouveau butet leur permet de payer comme impôts ce qu'elles veulent bien payer.

Les couches moyennes vont être frappées en général par l'augmentation des impôts directs et indirects et (dans le cas de la paysannerie) par la réduction de certaines subventions. En même temps elles vont subir la répercussion de la réduction des revenus des consommateurs en général, qui signifiera une baisse des affaires pour elles.

Les salariés feront l'essentiel des frais de l'opération, par une amputation considérable de leur pouvoir d'achat. La dévaluation fora monter les prix de 3 ou 4% par son simple effet mécanique sur le prix des matières importées La suppression des subventions et l'augmentation des impôts indirects signifie de son côté encore 4% d'augmentation moyenne des prix des objets de consommation, mais'celle cirsera beaucoup plus forte pour les produits de large consommation car c'est exclusivement ceux-éi qui sont frappés par ces mesures. Compte tenu de la hausse des loyers, des mesures concernant la Sécurité Sociale, etc. c'est à 10 ou 12% au bas mot qu'il faut chiffrer la ponction sur le revenu réel des salariés - soit 1000 à 1200 milliards par an sur une masse de salaires de 10.000 milliards, 5 à 6000 francs par mois pour un salarié qui en gagne 50.000. Face à celà, les augmentations du SMIG et des traitements des fonctionnaires représentent une cinquantaine de milliards.

Cette politique va-t-elle réussir ?

Si on ne tient compte que des facteurs économiques, le patronat peut réussir son opération de grand style. Il dispose même de marges importantes pour faire face à des difficultés qui pourraient se présenter: le pouvoir absolu en France lui permet d'aggraver encore ses mesures s'il l'estime nécessaire. il a le soutien du capitalisme international dont la presse célèbre avec enthousiasme la politique de Gaulle-Pinay. Alors il pourrait déboucher sur la France de ses rêves: une France où la population consomme moins et travaille toujours plus dur, où les capitalistes peuvent accumuler toujours davantage où le rendement augmente tous les jours et les salaires seulement après de durcs luttes.

Mais pour celà, il faudrait d'un côté que le patronat réussisse à maitriser les réactions des couches moyennes et de la paysannerie qu'il est en train de frapper pour la première fois depuis un siècle; d'un autre côté et surtout, qu'il réussisse à imposer aux travailleurs une réduction importante de leur niveau de vie pendant deux ou trois ans.

Les travailleurs qui ont fait jusqu'ici les frais de la reconstruction d'après-guerre, de la guerre d'Indochine, de celle d'Algérie, de la modernisation de tout l'appareil de production en France, se laisseront-ils faire cette fois encore?

LA SITUATION ALGERIENNE

1º En Algérie, l'objectif des grands capitalistes est de liquider la forme arriérée d'exploitation qu'est la colonisation. Actuellement l'exploitation des Algériens se fait de deux manières et profite à deux catégories de la bourgeoisie : en tant que travailleurs, les Algériens subissent l'exploitation directe ou indirecte des grands propriétaires terriens ("colons"); en tant que consommateurs, ils éprouvent celle des Compagnies commerciales qui monopolisent le marché algérien. Cette forme d'exploitation ne permet pas aux gros banquiers et industriels métropolitains d'investir leurs capitaux en Algérie de façon profitable.

Pour la grande bourgeoisie française, c'est cela, le problème algérien. Elle veut pouvoir investir en Algérie de façon massive et rentable. Pour y parvenir, son plan c'est que ce qu'on appelle l'équipement de base, c'est à dire tout ce qui doit exister avant qu'on puisse commencer à construire des industries; les communications, les barrages, les cités ouvrières, etc - qui coûte très cher et rapporte très peu, soit financé par l'impôt, et que les sociétés privées se chargent du reste. Ce plan entraînerait la naissance d'un prolétariat algérien autre que colonial, c'est-à-dire qui ne serait pas exclusivement composé de mineurs, d'ouvriers agricoles et de dockers, une politique de salaires élevés par rapport au niveau actuel. D'autre part cette politique algérienne serait encore un remède efficace au ralentissement de la production française.

De Gaulle a esquissé cette voie dans le discours de Constantine, dans les instructions à Salan, dans la recherche de libéraux algériens (la nouvelle "élite"), susceptibles de réaliser sur place les intentions de la grande bourgeoise française.

2° La politique "libérale" de De Gaulle en Algérie, c'est donc celle des grands capitalistes et de leurs intérêts. Mais quelle force ont-ils pour réaliser cette politique? En face d'eux il y a d'abord tous les colons. De Gaulle voulait des élections "honnêtes": la réponse des colons a été de se servir de ces élections pour envoyer soixante députés à eux siéger à l'Assemblée.

Pour faire plier les colons, il y a en principe l'armée. hais depuis quatre ans, l'armée fait la guerre, et elle est passée en dehors de la domination de Paris: d'abord cette guerre a fourni aux colons l'occasion d'injecter leur mentalité aux officiers supérieurs, à la faveur d'une longue cohabitation dans les bureaux civils et militaires d'Alger; la forme prise par la guerre a onsuite contraint les officiers subalternes non seulement à exécuter des opérations militaires, mais à tenter d'organiser toute la vie sociale des régions qu'ils contrôlent; on l'a bien vu au moment de la campagne électorale: tel capitaine "donnait" dix mille voix au candidat de son choix, comme n'importe quel notable dans la métropole. En aucun cas les militaires ne sont prêts à appliquer une politique libérale.

Bien plus: colons et militaires cherchent à interdire cette même politique en s'appuyant en France sur les classes moyennes les plus hostiles aux grands capitalistes (ces mêmes classes qui avaient soutenu Poujade contre Mendès). La coalition colons-militaires-classes moyennes entrave énergiquement les tentatives de De Gaulle et des grands capitalistes pour remettre de l'ordre dans leurs affaires, aussi bien en Algérie qu'en France. Pour les uns comme pour les autres, les problèmes algériens et les problèmes français sont indissolublement liés.

3° La bourgeoisie algérienne est relativement très faible: un siècle d'administration directe et d'une politique économique absolument conservatrice l'ont empêchée de participer à la vie politique, administrative et économique, sauf en collaborant étroitement avec les colons. Les quatre ans de guerre l'ont encore affaiblie, car elle a été écrasée entre les colons et l'organisation militaire et politique du F.L.N.

Qu'est-ce que le F.L.N.? Ses troupes, ce sont les jeunes paysans sans terres; ses cadres sont issues de la getite bourgeoisie. Ses buts de lutte, ce sont la destruction des privilèges, l'affranchissement de la tyrannie étrangère, l'égalité politique et juridique. Ses moyens, c'est la mobilisation massive et continue des paysans pour la guerilla. Cette façon de lutter a des conséquences:

- la première, c'est que d'importants éléments de la bourgeoisie musulmane en viennent à jouer, dans cette lutte, un rôle beaucoup plus grand en tant que bureaucrates politiques et militaires qu'en tant que possédants;
- la sæonde conséquence, c'est que les actes politiques du F.L.N. sont soumis au contrôle des chefs militaires locaux qui à leur tour, même s'ils ne sont pas eux-mêmes des paysans, doivent tenir compte de ce que veulent ou ne veulent pas les paysans qui sont sous leurs ordres. Il est clair par exemple qu'aux propositions formulées par De Gaulle lors de sa conférence de presse, Ferhat Abbas, s'il avait été tout seul aurait sûrement répondu favorablement, parce qu'il y voyait la pessibilité de négocier de façon fructueuse pour sa classe, c'est-à-dire la bourgeoisie algérienne; les hommes des maquis priés de rentrer chez eux sans autre forme de procès, comme l'avaient été ceux des maquis tunisiens, ne pouvaient en revanche tolérer de telles propositions, et leurs chefs, bien que pour d'autres raisons, pas davantage. La longue délibération du gouvernement F.L.N. sur les propositions de De Gaulle a ainsi opposé les cadres bourgeois aux camres burceaucratiques appuyés sur la paysannerie.

La bourgeoisie algérienne est certainement très favorable à un plan d'équipement comme celui que prévoient le gouvernement et le patronat sidérurgique français: il réscud une partie du problème de l'équipement qu'elle devra nécessairement se poser quand l'Algérie deviendra indépendante. Mais elle veut des garanties politiques de Paris contre les colons. D'autre part les intérêts de cette bourgeoisie algérienne, qui pourraient la pousser à s'entendre assez facilement avec les industriels et les banquiers français, se heurtent aux couches sociales qui on Algérie mènent la lutte: c'est-à-dire d'une part lès paysans qui veulent des terres et qui pour en obtenir lutteront tant qu'il leur restera des forces, et d'autre part les bureaucrates du Front et de l'Armée de Libération, qui dirigent ces paysans.

Les ouvriers français n'ont pas réussi, depuis quatre ans que dure cette guerre, à vaincre les préjugés racistes que la bourgeoisie entretient depuis un demi-siècle dans toutes les classes sociales sous des formes différents pour eux l'Algérien est resté un bicot.

Bien sûr la lutte nationale est dirigée par la bourgeoisie algérienne et l'embryon de bureaucratie frontiste: en ce sens elle n'est pas notre affaire, mais seulement un marchandage entre classes dirigeantes des deux côtés de la Méditerranée.

Mais il faut voir aussi ce que veut dire le nationalisme, quand un pays est occupé; les plus vieux d'entre nous s'en souviennent. Or les rap ports directs, humains entre Algériens et Français d'Algérie ont toujours été ceux d'un temps d'occupation: évidence que la richesse des uns est faite de la misère des autres, humiliation permanente de ceux-ci qui ne peut/se taire ou finir par éclater "hors la loi", collaboration(les "bénioui-oui"), etc. L'indépendance, pour les Algériens, c'est d'abord la fin de ce mépris.

Les travailleurs français ne peuvent pas continuer à ignorer qu'ils participent indirectement à une entreprise d'exploitation violente des travailleurs algériens.

LA PAROLE AUX TRAVAILLEURS

La machine, les maçons et les chefs.

que/

La direction a décidé de mettre une nouvelle machine dans mon atelier Pendant plus d'un mois, les gens en blouse blanche sont venus prendre des mesures et regarder la machine sous tous ses angles. Ils se sont réunis et ont discuté entre eux, très gravement. Nous en avons compté 14. Enfin, un beau jour on a commencé les travaux pour sceller la machine au sol. Les maçons ont défoncé le ciment puis bétonné en laissant des trous aux emplacements qu'on leur avait indiqué. Quand on a voulu placer la machine on... s'est aperçu qu'aucun trou ne correspondait aux emplacements des boulons de scellement. Alors les maçons sont revenus et ils ont bouché de nouveau les trous et en ont fait d'autres. Cette fois ci ça allait mais on s'est aperçu que l'on avait oublié de prévoir des emplacements pour la canalisation électrique. Alors les maçons ont encore défonçé ce qu'ils avaient fait. Si les travaux ont tellement coûté, c'est uniquement parceque les 14 blouses blanches ont mal pris les mesures. Et dire que ce sont les mêmes qui souvent nous rogannt nos délais. C'est sans doute pour rattraper leur propre gaspillage. Un copain a dit une chose juste "Pour un qui travaille, il y en a 10 qui doivent le surveiller et le commander, voilà pourquoi ça ne marche jamais.

Biffusez Pouvoir Ouvrier - Recueillez les critiques, les échos qu'il suscite - Envoyez les - Ils seront publiés - Envoyez nous des adresses de travailleurs et de militants qui pourraient s'y interesser....

Le travailleur tricolore satisfait.

-"Tu as vu De Gaulle, il ne se laisse pas faire. Il tient la dragée haute aux américains et aux anglais".-Celui qui dit cela a pourtant voté communiste aux élections. Il a raison alors de se réjouir. Pour lui, ce que fait De Gaulle, Thorez le ferait aussi...N.D.L.R.

Le travailleur conscienceux.

Il est fraiseur dans un atelier d'outillage. On lui donne plusieurs pièces à usiner sur lesquelles il n'y a qu'une opération à faire. Il demande à son contremaître pourquoi il ne ferait pas la deuxième opération pour gagner du temps. Le contremaître lui répond que ce sera l'ajusteur qui fera la deuxième opération." Mais pourquoi; j'irai bien plus vite à la machine! Mais le contremaître ne sait pas qu'on peut faire ces pièces sur une fraiseuse alors il maintient son ordre. L'ajusteur devra me d'are plusieurs jours à faire ces pièces, alors que le fraiseur aurait une soulement quelques heures. Faire ça ou autre chose, après tout... Le contremaître est tout puissant e c'est lui qui commande et il four blen qu'il justifie sa place en prenant des décisions de temps en temps...

Lettre d'un ouvrier qui a voté OUI.

Camarades,

J'ai lu le bulletin N°1 que vient de me passer un camarade et je vous dis, puisque vous voulez savoir ce que je pense, pourquoi j'ai voté "oui".

Platord plus d'espoir dans la Révolution. Les dirigeants du parti stalinien ont abandonné depuis longtemps sa préparation. Plus de propagande communiste, plus de critique du régime, plus de propagande pour la prise du pouvoir par une minorité agissante, pour la Dictature du prolétariat, pour l'usine aux producteurs, la terre aux paysans, la répartition à chacun selon ses besoins.

Visiblement ce parti n'est qu'un pion du gouvernement russe, avec unique mission d'essayer de rompre le bloc américain, d'engager la politique française vers le neutralisme, par n'importe quel moyen, même avec des concessions à la bourgeoisie française. En 1945, il vote une Constitution qua rétablit le capitalisme et depuis participe au système, vice-présidance de l'Assemblée, ministres, etc...

Ensuite: plus diegrair pour une socialisation par les voies légales Les dirigeants des partie socialistes ent abandonné cet objectif. En Angleterre, en Suède, en Morvège, etc., malgré la majorité absolue, ils n'ent pas supprimé le capitalisme. En France, André Philip et Mollet avec les staliaions, ayant ensemble en 1945 le majorité, ils ent rédigé ensemble une constitution qui réinstallait le régime capitaliste, alors que "l'économie de guerre" avait jeté les bases d'une organisation de la production et d'une répartition égalitaire des produits de consommation.

Donc, pas d'espair de préparation d'une tentative révolutionnaire par les staliniens (depuis 20 ans, avec 6 millions de membres et de sympathisants, il y a longtemps qu'elle aurait été tentée!) pas d'espoir d'une révolution socialiste dans la légalité puisque, quand ils ont la majorité absolue, socialistes seuls, ou socialistes et stali-

niens ensemble, le capitalisme continue. Que restait-il? L'amélioration de la condition ouvière dans la cadre du régime capitaliste. Mais c'était la pagaille, l'impuissance, l'immobilisme, sous prétexte de ne pas mettre la république en péril, tout restait stationnaire, y compris les salaires, alors que les denrées augmentaient. Les "forces" de droite et de "gauche" s'équilibraient curiousement car au lieu d'aboutir à une transaction. l'équilibre c'était le statu quo en faveur du patronat, personne n'ayant le pouvoir d'imposer la transaction résultant du rapport des forces.

Puisque quela ne sert à rien lorsque nous donnons une majorité aux deux partis "ouvriers" et aux gons dits "de gauche", puisque l'immobilité joue en faveur du conservatisme social, pourquoi refuserai-je d'essayor le paternalisme? ma famille doit vivre.... Action ouvrière d'un côté, résistance capitaliste de l'autre, arbitrage possible d'un homme fort qui n'a peut-être pas d'intérêt personnel à défendre. On peut toujours le tenter. Même si ça ne réussit, ça ne peut être plus mal. Voilà pourquoi j'ai voté "oui"

Pour tout le reste je suis d'accord avec vous sur la nécessité d(organiser l'action ouvrière en passant par dessus les bonzes du syndicalisme professionnel. D'accord pour essayer de former des conseils ouvriers dans chaque entreprise, peut- etre si possible une fédération des conseils, il faut reprendre au b a ba... Ci-joint mandat 250Fr

Salutations communistes.

Christian V.

Secrétaire de section syndicale depuis 1948. Membre du Comité d'Entreprise.

- Réponse au camarade qui a voté oui .

Tu n'es certainement pas le seul ouvrier qui était ou qui se croyait communiste qui a voté oui. Rien que pour le referendum il y a eu un million et demi d'électeurs communistes qui en ont fait autant. Pourtant ta lettre n'explique pas beaucoup ton vote. Certes on comprend que, comme beaucoup d'autres, tuas voté De Gaulle par dégoût et par dépit, pour les" ambêter aussi, pour te venger dans un sens. Mais en même temps, tu penses qu'il est nécessaire d'organiser l'action ouvrière "en passant au dessus des bonzes du syndicalisme professionnel". Tu penses aussi qu'il faut essayer de former des conseils ouvriers dans chaque usine et "peut-être même, si possible, une fédération de onseils".

Alors là, cela ne va plus, camarade. Un conseil ouvrier ce n'est pas une sorte d'astuce juridique comme un comité paritaire d'entreprise. C'est un organisme de pouvoir de la classe ouvrière dont l'existence ne peut que signifier la destruction violente du régime capitalisto, qu'il s'affuble du titre de IV ou de V République. Préconiser la création de conseils, c'est préconiser la destruction de système De Gaulle aussi bien que du système Gaillard. Los conseils, c'est aussi l'organisation de dizaines et de centaines de milliers de travailleurs, forts ou faibles, pau importe. L'organisation au dessus des bonzes c'est encore l'organisation directe des hommes innombrables qui sont eux-mêmes dans la production. Et c'est justement par leur nombre qu'ils sont capables de gérer collectivement la société et la production et que leur force-très réelle, celle là- sera irrésistible.

De Gaulle est seul, et de sa naissance à sa mort, il n'aura jamais su ce que c'était que le travail productif. Sa "force" c'est celle de l'armée et de la police. Il est l'image du contraire de ce pourquoi ont lutté les ouvriers depuis un siècle et demi.

Toutes ces vérités élémentaires c'est le stalinisme qui n'a ou d'autre action que de les faire oublier à la classe ouvrière. Et il to l'a fait oublier à toi aussi, comme à des millions de tes camarades. Vois-tu camarade, d'une

certaine manière tu es encore stalinien, bien que tu vomisses les staliniens tu avais fait confiance à Thorez et au Bureau Politaque, tu fais maintenant confiance à De Gaulle. Quand donc feras-tu confiance aux ouvriers?

Mais il y a une confusion bien pire dans ta lettre. "Pourquoi refuserais-je d'essayor le paternalisme?" dis-tu, et tu ajoutes "ma famille doit vivre...". Crois-tu que De Gaulle, cela soit le paternalisme? Crois-tu que De Gaulle ne soit pas "en faveur du patronat"? S'il a rompu le statu que, comme tu dis, croistu que cela soit en faveur de la classe ouvrière? Penses-tu vraiment que ta famille va se trouver plus heureuse? Pourquoi? Parce que c'est un homme fort? C'est là la soule raison que tu donnes. L'ancien régime était-il mauvais parce qu'il était faible et le nouveau est-il bon parce qu'il est fort? Mais as-tu jamais pensé ce qu'il adviendrait si la classe ouvrière était forte, si elle n'avait voté ni oui ni non, si elle avait lutté dans ses ateliers et ses bureaux, si elle s'était organisé "au dessus des bonses"?

Or il y a des cuvriers, il y a des employés, il y a des exploités qui n'ont voté ni oui ni non, qui essayent de s'organiser au dessus des bonzes et qui veulent luttor, aujourd'hui encore plus qu'hier. Rejoins les, rejoins nous et appelle tes camarades à en faire autant. Si tu le fais, alors peut-être que ta famille risquera d'en pâtir, mais alors tu seras un vrai communiste. -

La grève aux usires Saint-Trères.

Une grève vient d'avoir lieu aux usines Saint-Frères. Un professeur d'Amiens a été les voir et a organisé une collecte de soutien dans son lycée qui a rapporté 15.000r. Voici le texte qui accompagnait cette souscription;

Depuis le 17 novembre, 70 ouvriers de l'usine SAINT-FRERES, à BEAUVAL, sont en grève; ils appartiennent à l'atelier de "rolsage" qui prépare la matière première (le jute) de ce fait l'usine est paralysée et les autres ouvriers, (480) sont en chémage (sans "avoir droit", paraît-il, aux allocations de chômage). Ces "chômeurs" sont d'ailleurs entièrement solidaires des grêvistes : rentrés dans l'usine pour demander du travail ils ont refusé de remplacer les 70 grêvistes et ont occupé l'usine pendanr 36 heures.

Motif de la grêve : Les ouvriers gagnaient, selon le rendement, de 160 à 180 fr-heure. Leur travail consiste à mettre en place et à surveiller chacun 12 bobines : quand on a mis en marche la 12 ième il faut revenir à la première; on doit rendut les fils qui cassent. Or l'usine mélange actuel. lement du mauvais jute (libres de 30 cm) au bon (fibres de 150 à 200 cm). Là où il n'y avait que 25 noeuds à faire, il en faut maintenant 45; un ouvrier qui traitait 600 kg de jute en une nuit n'arrive plus qu'à 510 kg.

De ce fait le salaire horaire s'établit vers 155 fr.

L'accélération des cadences depuis 3 ans avait abouti graduellement à une augmentation des salaires de 22Fr74 par heure; l'utilisation de la matière première de mauvaise qualité annule pratiquement cette augmentation Ainsi l'accélération des cadences, depuis 3 ans, aboutit finalement à donner à la direction la possibilité d'utiliser une mauvaise matière première (moins chère): tout se passe comme si les augmentations n'avaient été là (provisoirement) que pour faire accepter les nouvelles normes.

But de la grève: les ouvriers demandent que, quelle que soit la matière utilisée, le salaire horaire ne puisse être inférieur à 170 Fr.

Où en est la lutte? Un piquet de grève de jour et de nuit, sur le bord de la route N°16, un peu avant DOULLENS: une bâthe, un poële, deux drapeaux tricolores. La grève a été déclenchée par des membres de tous les syndicats

et surtout, semble-t-il par des "inorganisés". La grève est dirigée par un comité de 15 membres qui organise les secours. Des réunions plénières ont lieu tous les jours vers 4h. Elles réunissent plus de 100 personnes. Le Comité reçoit des dons en espèces (près de 200.000 Fr) et des dons en nature (un maire des environs a fait parvenir les 3/4 d'une vache). Jusqu'ici la Direction n'a rien voulu savoir. Elle s'est contentée de découvrir une errour comptable (qui durait depuis 3 ans!) concernant les jeunes Sans doute la Direction craint-elle le scandale: des enfants de 1 4 ans ont la charge de démonter mille bobines à l'houre, d'un poids total voisin d'une tonne, pour 35 d!

REACTIONS DES LECTEURS

Les réactions de nos lecteurs devant le premier N° ont été très différentes - mais elles ont en commun cecis la reconstination de la nécessité d'un journal du type de "Pouvoir Ouvrier", aursi modeste soit il. Personne n'a dit : "encore un journal, vous na trouvez pas qu'il y en a déjà trop! Sur ce plan la seule chose à signalor est la remarque d'un ouvrier, qui nous a dit :"d'accord pour concurrencer la presse bourgeoise, mais si vous croyez le faire avec cotte gueule là!On ne vous prendra pas au sérieux - c'est trop minable".

Tout le monde croit indispensable de donner la parole aux ouvriers pour qu'ils s'expriment sur tous les problèmes de la lutte de classe, à tous les niveaux où ils se posent. Une lectrice écrit: "Je pense que(...) si vous arrivez à obtenir des gens qu'ils vous parlent non seulement de leurs problèmes face au contremaître et au chrono, mais des répercussions de ces problèmes dans leur vie personnelle familiale, vous aurez enrichi la valeur de témoignage de "P.O" Car ce n'est pas vrai qu'une fois l'atelier et le bureau quittés, tout s'arrête miraculeusement pour reprendre le lendemain".

En vue de faciliter cette expression plusieurs lecteurs ont demandé que la partie du journal qui lui est réservée(la "Parole aux Travailleurs") soit très nottement séparée de la partie politique. D'autres ont souligné la nécessité d'une plus grande unité entre la partie politique et la partie "la Barole aux Travailleurs". L'idéal étant que la première partie soit le développement, la généralisation des préocupations exprimées par les travailleurs, les faits qu'ils rapportent, etc, dans la secondo. La critique la plus importante qui nous ait été faite est "où voulez-vous en venir? on ne le voit pas'assor". Un lecteur a dit: "il faut dire pour quoi vous êtes, le socialisme, la gestion ouvrière, et contre quoi vous êtes! Une lectrice: "Ce qui vous distingue des autres, c'est que pour vous le socialisme est vraiment possible: le rôle de P.O. est de le montrer". Un lecteur de province: "le témoignage sur les égouts est excellent; mais il fallait en tirer plus nettement la leçon; il tourne un peu court"(le môme reproche a été fait par plusieurs lecteurs à l'article sur le syndicat). L'article "Chez Citroen" a généralement été considéré comme ce qu'il y avait de mieux dans le No1, précisément parçe que la leçon était beaucoup plus clairement et consciemment dégagée.

La même critique apparaît dans le reproche qu'on a fait à P.O." de ne pas être assez "politisé", ou bien même d'avoir un langage "trop simpliste", "ouvriériste": "il ne faudrait pas prendre les gens pour plus bêtes qu'ils ne sont". "P.O." selon ces lecteurs, ne dévoile pas assez

ses positions politiques, s'arrête à un niveau trop élémentaire.etc. en ce qui concerne le langage, et le ton général du journal. Un lecteur de province a fait la remarque suivante à propos d'une critique portant sur l'obsourité d'un texte: "Ca nous paraît obscur parceque le style est sans clichés, on a perdu l'habitude". Ce qu'il y a d'encourageant dans ces critique, c'est qu'elles sont en majorité constructives. Mais surtout elles montrent que les lecteurs attendent de "P.O." qu'il les aide à un niveau très modeste, à résoudre les problèmes de la lutte de classe: il ne s'agit pas pour eux de lire un "bon" journal, mais de se servir concrètement de cette arme que peut devenir un journal ouvrier. Un ouvrier de province nous a dit: "la formule est bonne, mais il faudrait deux parties, une partie témoignages (ce qui est fait) une partie où seraient rassemblés des arguments et des méthodes de lutte ds les entreprises et au dehors. Beaucoup de jeunes n'ont en effet reçu aucune formation de cet ordre et viendront avec nous sans êtes passés par les écoles du P.C etde la CGT. Un autre écrit: "Il y a une chose que je voudraiz soumettre (..) c'est d'adjoindre 2 feuilles supprémentaires. Dans des feuilles sora faite l'éducation ouvrière en ce qui concerne l'ABC du marxisme, car à Paris on a tendance à oublier que dans mes régions de l'Ouest la classe laborieuse a au moins 30 à 40 ans de retard sur Paris(..) les gars savent qu'ils sont exploités mais il leur manque cette théorie du marxisme. Je pense qu'il est primordial de donner cette instruction qui éveillera le sens et la valeur de chaque ouvrier, surtout des jeunes qui chercheront à en savoir davantage".

Assemblée des lecteurs: Les critiques et les propositions qu'on vient de rapperter, se sont exprimées également à l'Assemblée des lecteurs, tenue le 20 décembre, aux Sociétés Savantes, avec la participation (faible, même ds les conditions actuelles) d'une trentaime de camarades. L'Assemblée a apportée de nombreux et indispensables éléments de critique. Mais le principal reproche qu'on peut lui faire, c'est de n'avoir rempli qu'une moitié de sa fonction: l'association active et créatrice des lecteurs au journal, qui ne peut absolument pas se limiter à la simple critique, mais doit se réaliser d'une part dans la diffusion et d'autre part dans la rédaction d'articles et de rubriques. Ce qui a été très frappant à cet égard, c'est que bien que tous les camarades aient beaucoup insisté sur l'importance de la rubrique "la Parole aux Travailleurs" personne n'a proposé de contribution concrète: plusieurs lecteurs ont pourtant rapporté des faits extrêmement intéressants sur les conditions de travail, surl'attitude des ouvriers envers la maêt trise et les syndicats.

ASSEMBLEE des LECTEURS : samedi 17 janvier, à 20H.30 aux Sociétés Savantes rue, Serpente - Métro ODEON - (salle affichée au tableau)

Ecrivez à SOCIALISME OU BARBARIE (mention: pour le bulletinP.O.)
42, rue René Boulanger, Paris 10°

Gérant : P.ROUSSEAU